

ANNEXE A**FORMULAIRE DE SIGNALEMENT DE CONDUITES ILLÉGALES OU D'IRRÉGULARITÉS****DONNÉES DU SIGNALANT**

Nom et prénom

Qualification ou fonction professionnelle

Tél./portable

E-mail

COMPORTEMENT SIGNALÉ

Date ou période à laquelle les faits se sont produits :

jj/mm/aa

Lieu physique où le fait s'est produit : (indiquer le nom et le siège)

À l'extérieur du bureau : (indiquer le lieu et l'adresse)

Je considère que les actions ou omissions commises ou tentées sont :

- ☐ pénalement répréhensibles ;
- ☐ illicites au regard du droit civil ;
- ☐ illicites sur le plan administratif et/ou comptable ;
- ☐ mis en place en violation des dispositions dont les infractions sont passibles de sanctions
- ☐ disciplinaires ; susceptibles de porter préjudice au patrimoine de CAP ARREGHINI S.p.A. ;
- ☐ susceptibles de nuire à l'image de CAP ARREGHINI S.p.A. ;
- ☐ susceptibles de nuire à la santé ou à la sécurité des employés, des citoyens ou des utilisateurs, ou de nuire à l'environnement ;
- ☐ susceptibles de porter préjudice aux employés, aux utilisateurs ou à d'autres personnes exerçant leur activité chez CAP ARREGHINI S.p.A. ;
- ☐ autre (préciser)

Description des faits (comportement et événement) :

Auteur(s) du fait :

1 _____

2 _____

3 _____

Autres personnes éventuellement au courant des faits et/ou en mesure de fournir des

informations à ce sujet : 1 _____

2 _____

3 _____

Consentement à la communication de son nom à l'accusé

☐ O ☐ NO
 UI N

Lieu et date _____ Signature _____

La déclaration peut être présentée :

* Sous forme de signalement papier inséré dans trois enveloppes fermées : la première contenant les données d'identification du signalant ainsi qu'une photocopie de sa pièce d'identité ; la deuxième contenant le signalement, afin de séparer les données d'identification du signalant du signalement. Les deux enveloppes doivent ensuite être placées dans une troisième enveloppe fermée portant la mention « confidentiel » à l'attention du responsable du signalement (par exemple « confidentiel à l'attention du président de l'ODV »). Le signalement doit être envoyé à Me Giulio Mosetti, Corso Italia 90/2, Gorizia. Une fois reçue, la communication fera l'objet d'un enregistrement confidentiel, y compris dans un registre indépendant, par le gestionnaire.

**INFORMATION AU SENS DE L'ART. 13 DU RÈGLEMENT (UE) 2016/679 SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE
PERSONNEL DES PERSONNES PHÉNOMÈNES POUR LES SIGNALEMENTS D'ILLÉGALITÉS - LANCEURS D'ALERTE
VISÉS PAR LE DÉCRET LÉGISLATIF 24/2023**

CAP ARREGHINI S.p.A s'engage à respecter votre vie privée et à protéger vos données personnelles, c'est-à-dire les données qui peuvent d'une manière ou d'une autre permettre de vous identifier. La présente note d'information sur les données personnelles contient des informations sur les raisons et les modalités selon lesquelles la société traitera vos données personnelles et sur les types de données personnelles qui seront collectées.

Le responsable du traitement de vos données personnelles dans le cadre du présent consentement est CAP ARREGHINI S.p.A., dont les coordonnées sont les suivantes : Siège social : Viale Pordenone n.80, 30026, Portogruaro (VE)

Téléphone : +39 0421/278115

Les données personnelles sont traitées par le responsable de la gestion des signalements internes *conformément* au décret législatif 24/2023 (dit « *whistleblowing* ») de CAP ARREGHINI S.p.A en tant que responsable externe désigné à cet effet conformément à l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 (« RGPD ») dans l'exercice de ses fonctions liées à la vérification d'éventuelles infractions signalées dans l'intérêt de la société par les employés de CAP ARREGHINI S.p.A ou par des tiers et relevant des dispositions réglementaires du décret législatif 24/2023.

1. BASE JURIDIQUE DU TRAITEMENT

Les bases juridiques du traitement sont les suivantes :

- l'intérêt légitime du Responsable du traitement, au sens de l'art. 6, alinéa 1, lettre f) du RGPD, qui, ayant pris connaissance du signalement que vous avez présenté, entend garantir et préserver l'intégrité du patrimoine de l'entreprise ;
- la nécessité de respecter une obligation légale à laquelle le Responsable du traitement est soumis, en référence aux dispositions contenues dans la loi 179/2017 et dans le décret législatif n° 24/2023 ;
- la nécessité pour le Responsable du traitement de faire valoir, d'exercer ou de défendre un droit en justice, si nécessaire ;
- votre consentement spécifique conformément aux articles 6, paragraphe 1, lettre a) et 9, paragraphe 2, lettre a) du RGPD.

Nous vous rappelons que la fourniture de données à caractère personnel (données d'état civil et coordonnées) dans les signalements visés au décret législatif n° 24/2023 est facultative ; le fait de ne pas fournir de données à caractère personnel pourrait toutefois compromettre l'examen de la déclaration : en effet, les déclarations anonymes ne seront prises en considération que si elles sont suffisamment détaillées et précises, de manière à faire ressortir les faits et les situations liés à des contextes déterminés.

2. TYPES DE DONNÉES TRAITÉES ET FINALITÉS DU TRAITEMENT

Les données fournies par le dénonciateur afin de signaler les comportements illicites présumés dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions, commis par des personnes qui interagissent avec lui à divers titres, sont traitées dans le but d'effectuer les enquêtes nécessaires visant à vérifier le bien-fondé des faits faisant l'objet du signalement et à prendre les mesures qui s'imposent.

3. DESTINATAIRES DES DONNÉES

Les destinataires des données collectées à la suite du signalement sont, le cas échéant, l'autorité judiciaire et l'ANAC, ainsi que le responsable des signalements internes en tant que responsable externe du traitement.

4. PÉRIODE DE CONSERVATION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les données personnelles collectées sont conservées pendant une période n'excédant pas dix ans à compter de la date de réception du signalement, ainsi que pendant toute la période nécessaire à la conduite des procédures éventuelles découlant du traitement du signalement (disciplinaire, pénale, comptable).

Cette disposition est sans préjudice de la conservation pendant une période plus longue en relation avec les demandes des autorités publiques et de l'Autorité garante pour la protection des données personnelles.

La conservation des données personnelles, y compris les données particulières, pendant une période plus longue, dans les limites du délai de prescription des droits, est réservée en cas de besoins liés à l'exercice du droit de défense en cas de litiges.

5. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Conformément au règlement (UE) 2016/679, vous disposez de certains droits en matière de traitement de vos données à caractère personnel, qui sont indiqués ci-dessous.

- Droits d'accès à vos données personnelles collectées par la Société. Vous avez le droit d'obtenir une copie de vos données personnelles collectées par la Société et de vérifier l'exactitude de leur traitement.
- Droit de rectification, de correction et de mise à jour de vos données personnelles collectées par la Société. Vous avez le droit de corriger toute information incomplète ou inexacte vous concernant collectée par la Société.
- Droit de recevoir, dans un format structuré et lisible par un dispositif automatique, les données personnelles que vous avez fournies (portabilité des données) et droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, à condition que cela s'inscrive dans le cadre de l'exécution d'une relation de travail.
- Droit à l'effacement de vos données personnelles. Vous avez le droit de demander l'effacement ou la suppression de vos données personnelles lorsqu'il n'existe plus de motif légitime justifiant leur traitement par la Société. Vous avez le droit de demander l'effacement de vos données personnelles lorsque vous avez exercé votre droit d'opposition au traitement.
- Droit à la limitation du traitement de vos données personnelles. Vous avez le droit de demander à la Société de suspendre le traitement de vos données (si, par exemple, vous souhaitez vérifier l'exactitude du traitement ou les finalités du traitement).
- Droit d'opposition au traitement de vos données personnelles dans certaines circonstances. Ce droit ne s'applique que si le traitement de vos données est fondé sur un intérêt légitime de la Société ou en cas de profilage de vos données.
- Droit de retirer votre consentement. Si le traitement de vos données personnelles est fondé sur votre consentement, vous avez le droit de retirer à tout moment le consentement que vous avez donné pour le traitement de ces données.

Lu, confirmé et signé.

.....

M. / MME
